

Le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social nous a dit aujourd'hui qu'il fallait soutirer cet argent des vieux pour réduire notre déficit. Nous admettons tous qu'il faut réduire le déficit, mais il existe de meilleurs moyens que de s'en prendre à ceux qui ont bâti notre pays. Nos parents, nos grands-parents et nos amis du troisième âge sont des anciens combattants qui ont traversé les dures années de la dépression. Ils ont bâti notre pays de leurs mains. Je trouve qu'il est vraiment déplacé de leur faire payer en plus \$1,500 chacun pour nous aider à réduire le déficit. Si nous avons vraiment besoin d'argent pour comprimer un peu notre dette nationale, adressons-nous ailleurs.

Il faut bien admettre que chaque année, nous accordons, sous une forme ou sous une autre, des concessions fiscales représentant des milliards de dollars aux grandes sociétés. Bon nombre de ces concessions, ou de ces échappatoires fiscales, sont inutiles et improductives. Il se peut même qu'elles n'aient jamais été utiles. Toutefois, comme ces sociétés ont agi en coulisse naguère, voilà maintenant que nous leur offrons mesures sur mesures. Nous en trouvons des dizaines dans nos textes de loi. N'importe qui le moindrement honnête reconnaîtrait que ces aumônes fiscales sont improductives et qu'elles ne profitent pas à notre pays. Pire, elles se traduisent parfois par des pertes pour le pays tout entier. Je songe notamment aux dégrèvements fiscaux qui permettent aux sociétés de déduire de leur impôt les frais de fusion d'entreprises et d'acquisition d'une autre société. Pourtant, elles se traduisent par des licenciements et des concentrations qui ne sont pas nécessairement dans l'intérêt du Canada. Voyons un peu qui en profite.

• (1700)

Nous savons que le budget contient des dispositions sur les gains en capital. Ceux qui vivent des gains en capital n'auront pas à payer un sou d'impôt sur le premier demi-million qu'ils accumuleront au cours des prochaines années. C'est justifiable pour les agriculteurs qui vendent leur exploitation pour se constituer une pension. C'est peut-être défendable pour les petits entrepreneurs qui utiliseront cet argent dans le même but, mais si c'est utilisé par des gens qui réalisent des gains en capital grâce à des investissements dans les Antilles, à Hawaï ou en Floride, cela ne va plus. Nous demandons aux personnes âgées de payer cette surcharge, alors que ceux qui spéculent sur les marchés internationaux n'ont pas à payer d'impôt sur les gains en capital. Ce n'est pas juste. J'espère qu'un député, des bancs conservateurs en particulier, se lèvera pour dénoncer les dispositions sur les gains en capital obtenus par des spéculations foncières. C'est incroyable.

Ce ne sont pas seulement les députés néo-démocrates qui dénoncent cette situation, les journaux sont également pleins d'éditoriaux à ce sujet. Je voudrais citer un article de Leonard Shifrin, qui écrit régulièrement sur les questions économiques. Il a fait une série d'articles sur le budget et je voudrais vous lire un paragraphe de l'un d'eux. Il se lit ainsi:

Les subsides

L'élimination des trois premiers points d'indexation contre l'inflation signifie que les pensionnés les moins fortunés seront plus pauvres de \$100 l'année prochaine, de \$200 l'année suivante, et ainsi de suite, ce qui est loin d'être réjouissant, quelles que soient les circonstances. Mais donner cet argent aux riches investisseurs, en éliminant pratiquement l'impôt sur les gains en capital, c'est vraiment, comme le disait un militant social, d'un «machiavélisme sordide».

En tant que parlementaires, nous savons parfaitement que des concessions fiscales ont été accordées à certains. L'article de M. Shifrin dit encore ceci:

Selon les chiffres les plus récents de Revenu Canada, le ½ p. 100 des contribuables dont le revenu dépasse \$100,000 touche 43 p. 100 de tous les gains en capital.

Cela signifie que, en 1990, quand la nouvelle exemption de gains en capital sera en vigueur, ceux dont les revenus seront supérieurs à 100,000 obtiendront 600 millions de dollars en avantages fiscaux.

La même année, les Canadiens les plus pauvres, les bénéficiaires du supplément—perdront 700 millions de dollars en prestations de pension.

Les pensionnés ne toucheront pas les prestations auxquelles ils ont droit tandis qu'en même temps, certains Canadiens, notamment ceux qui ont des revenus supérieurs, recevront des centaines de millions de dollars en concessions fiscales supplémentaires.

Il y a quelques jours, à Montréal, le ministre des Finances déplorait qu'il y ait trop peu de gens riches au Canada. Nous entendons certaines personnes dire actuellement qu'il y a beaucoup trop de pensionnés pauvres au Canada. La disposition concernant les gains de capital ramènera un nombre accru de pensionnés en deçà du seuil de la pauvreté. Je ne comprends pas que les partisans de n'importe quel parti politique puissent appuyer cette politique qui appauvrira les personnes âgées tout en accordant des centaines de millions de dollars en guise d'allégements fiscaux aux Canadiens nantis.

C'est un honneur pour moi que d'avoir pu participer au débat. J'espère que mes collègues d'en face m'expliqueront comment les gains de capital réalisés sur la vente de biens fonciers en Floride seront une bonne chose pour le Canada quand le gouvernement demande aux citoyens âgés d'assumer un très lourd fardeau.

M. Fennell: Monsieur le Président, je me demande pourquoi les députés néo-démocrates continuent à parler des propriétaires de condominiums en Floride qui réaliseraient un gain de capital sur leurs propriétés. A l'heure actuelle, la plupart des Canadiens qui ont des avoirs en Floride les placent dans des sociétés. Autrement, en cas de décès du propriétaire, la propriété serait assujettie aux droits successoraux qui comprennent non seulement le gain en capital, mais aussi la valeur foncière de la propriété. Par conséquent, on conseille aux Canadiens de placer leurs avoirs dans une société. Ce gain de capital ne serait aucunement avantageux à la société, mais seulement au particulier. Je ne comprends pas ce que veut dire le député quand il prétend que ceux qui ont une propriété en Floride réaliseront un gain de capital. Il n'en sera rien.